

Marianne2.fr

## Exclusif : les paradis sociaux ignorés par le G20

Alors que le G20 s'est vanté de démanteler les paradis fiscaux, les paradis sociaux, où les coûts de main d'œuvre minimales facilitent les transferts d'usine, subsistent à travers le monde : Indonésie, Sri Lanka, Mexique... Certains ont même intégré l'Union européenne en toute impunité !



**Usine chinoise (photo : Ed-meister - flickr - cc / <http://www.flickr.com/photos/edwinylee> )**

Îles asiatiques paradisiaques, petits Etats d'Amérique centrale et même Etats membres de l'Union européenne : les «*paradis sociaux*» sont légions ! Alors que le G20 a établi une liste noire et deux listes grises des Etats aux fiscalités minimales sur le capital et à l'opacité bancaire suspecte, Marianne2 vous révèle un premier brouillon de liste des paradis sociaux.

Dans ces pays où le coût de main d'œuvre défit toute concurrence, des milliers d'entreprises, y compris des multinationales françaises du Cac 40, viennent implanter leurs usines et produire en toute impunité au mépris du niveau de vie local et au détriment des pays plus regardant sur les droits sociaux.

### **Les Etats le savent et ne font rien !**

Un petit tour par les sites des agences gouvernementales le prouve : les grands Etats ont tous connaissance de l'existence de ces lieux. Le ministère du Travail américain établit régulièrement **une comparaison des coûts de main d'œuvre dans 31 pays**, le Bureau international du travail **dispose de statistiques précises sur plus d'une centaine d'Etat**, Eurostat établit **des comparaisons entre les salaires horaires des 27 Etats membres**... Bref : l'absence de prise de position sur ce sujet est bien volontaire.

### **2€de l'heure en Bulgarie, 0,61\$ au Sril Lanka**

Portant sur le coût horaire du travail (hourly compensation cost), **l'étude du ministère du Travail américain pointe clairement du doigt** l'Asie du Sud-Est : alors que le coût horaire moyen d'un ouvrier américain est évalué à 24,59\$, son collègue philippin émarge à 1,10\$ et leur alter égo sri-lankais à 0,61\$. Des prix au regard desquels le très abordable Mexicain (dont l'heure coûterait 2,92\$) passe pour un ignoble nanti !

**Table B. Hourly Compensation Costs of All Employees and Production Workers  
in Manufacturing, 2007**

Country or area	US=100		US\$		Production Workers (All Employees = 100)
	All Employees	Production Workers	All Employees	Production Workers	
<b>Americas</b>					
United States	100	100	30.56	24.59	80
Argentina	26	-	7.98	-	-
Brazil	23	24	7.13	5.96	84
Canada	104	118	31.91	28.91	91
Mexico	13	12	3.91	2.92	75
<b>Asia and Oceania</b>					
Australia	114	123	34.75	30.17	87
Hong Kong SAR <sup>1</sup>	-	24	-	5.78	-
Israel	52	57	15.92	13.91	87
Japan	78	80	23.95	19.75	82
Korea, Republic of	60	65	18.36	16.02	87
New Zealand	63	70	19.19	17.27	90
Philippines	4	4	1.37	1.10	81
Singapore	50	34	15.43	8.35	54
Sri Lanka	-	2	-	.61	-
Taiwan	27	27	8.15	6.58	81
<b>Europe</b>					
Austria	141	144	43.17	35.33	82
Belgium	127	144	38.75	35.45	92
Czech Republic	32	33	9.67	8.20	85
Denmark	156	172	47.54	42.29	89
Finland	130	139	39.74	34.18	86
France	123	116	37.68	28.57	76
Germany	166	153	50.73	37.66	74
Greece	-	73	-	18.03	-
Hungary	34	32	10.49	7.91	75
Ireland	117	118	35.62	29.04	82
Italy	105	115	32.19	28.23	88
Luxembourg	-	124	-	30.60	-
Netherlands	129	139	39.47	34.07	86
Norway	180	197	55.03	48.56	88
Poland	25	25	7.69	6.17	80
Portugal	34	34	10.29	8.27	80
Slovakia	28	-	8.49	-	-
Spain	80	85	24.55	20.98	85
Sweden	127	147	38.80	36.03	93
Switzerland	125	134	38.34	32.88	86
United Kingdom	120	121	36.66	29.73	81

<sup>1</sup> Hong Kong Special Administrative Region of China.

### Extrait du rapport du Département of Labour américain sur la compensation horaire annuelle dans le monde.

Mais même pas besoin d'aller en Asie pour faire tourner son usine à bas prix : Eurostat établit ainsi que, s'il vaut mieux placer ses économies que ses chaînes de montage au Luxembourg, où le coût horaire de main d'œuvre est évalué à 33,30€ en 2006, la Bulgarie s'avère, à 1,96€ de l'heure, un paradis social comparable aux plus déshérités des Etats centre-américains, à moins de trois heures d'avion de Paris !

### Devises, échelles et autres éléments d'opacité

Mais la situation est bien trop profitable pour les grandes entreprises qui, chaque année, confortent leurs marges en allant dissimuler leurs usines dans les paradis sociaux... Élément d'opacité, les statistiques livrées à l'**Observatoire international du travail** sont souvent lacunaires, en devises locales et selon des échelles de temps irrégulières : comment comparer une journée indienne à 134,44 rupee avec une année de salaire jordanien à 2309 dinar locaux ? Sans compter le temps de travail de chaque pays, limité ou non, l'âge des travailleurs, les éventuels taxes sur le travail qui rendent plus illisibles encore la carte des flux d'emploi.

Le blanchiment du travail continue et, avec lui, la fuite des emplois vers ces paradis sociaux où des produits manufacturés sont élaborés à vils prix, maintenant ceux qui les assemblent dans une semi misère.

**Liste noire des paradis sociaux (moins de deux dollars de l'heure)**

- *Bulgarie*
- *Chine*
- *Costa Rica*
- *Inde*
- *Indonésie*
- *Malaisie*
- *Myanmar*
- *Philippines*
- *Salvador*
- *Sri Lanka*
- *Vietnam*
- *Thaïlande*

**Liste grise des paradis sociaux (moins de dix dollars par heure) :**

- *Brésil*
- *Estonie*
- *Hong Kong*
- *Lituanie*
- *Lettonie*
- *Portugal*
- *Pologne*
- *Roumanie*
- *Slovaquie*

Bien plus que les paradis fiscaux, les paradis sociaux sont à la base du système néolibéral qui vient de faire faillite sous nos yeux. Par un enchaînement diabolique que l'on peut aujourd'hui reconstituer : à force de tirer le marché du travail vers le bas en mettant en concurrence les mains d'oeuvre du monde entier, le système a fini par engendrer la plus grave crise de la demande depuis la deuxième guerre mondiale. Mais comme il fallait bien que les entreprises continuent à vendre, on a développé une offre de crédit inédite pour acheter sa maison, sa voiture ou simplement pour consommer ou survivre. D'où les subprime, puis les faillites bancaires.

Malheureusement, les dirigeants du G20, les socialistes du FMI, de l'OMC et de la Banque mondiale, les experts qui les inspirent et les managers qu'ils persistent à aduler demeurent pour le moment persuadés que le même libre-échange intégral qui a provoqué la crise nous permettra d'en sortir.

Mercredi 08 Avril 2009 - 07:00

Sylvain Lapoix  
Lu 5874 fois

Tags : **délocalisation, dumping social, g20, main d'oeuvre, paradis fiscaux, paradis sociaux**

Source :  
<http://www.marianne2.fr>

© Marianne2.fr, droits de reproduction réservés - Marianne - 32, rue René Boulanger - 75484 Paris cedex 10 -  
Tel : +33 (0)1 53 72 29 00 - Fax : +33 (0)1 53 72 29 72

